



La Turquie post-kémaliste et l'alliance avec l'Occident

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, Paris, 2006), de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (en collaboration, Institut Thomas More/DAS, ed. Unicom, Paris, 2008) et de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Choiseul, Paris, 2009).



La « question turque » renvoie au déplacement des équilibres politiques intérieurs, à l'affirmation nationale-étatique au plan extérieur et à la prégnance des référents islamiques. Ainsi l'Occident pourrait-il perdre la Turquie, une puissance-clef à l'intersection de grandes aires géopolitiques. Pourtant, la latitude d'action d'Ankara dans un environnement difficile repose sur des réassurances à l'Ouest. A défaut d'une « géopolitique de la ligne claire » susceptible de dissiper les zones d'ombre, l'art de la prudence invite les parties prenantes de cette grande alliance à en privilégier les « fondamentaux ».

« Quel bonheur de se nommer turc ! »

Mot d'ordre kémaliste,
inscrit au fronton des administrations

Dans les représentations géopolitiques communes comme dans le « monde de la vie », la Turquie constitue une zone de passage entre l'Orient et l'Occident, son territoire se situant à l'intersection de l'Europe, de l'Eurasie et du Moyen-Orient. Le développement économique, l'importance croissante des référents islamiques dans le champ politique et les ambitions des dirigeants turcs sur le plan international ont soulevé ce que l'on nommera la « question turque ». Une interrogation centrale : l'Occident perdrait-il la Turquie ?

Dirigée depuis 2002 par les hommes de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement), la Turquie entend se positionner comme un acteur géostratégique de premier plan dans son environnement proche. Malgré les discours relatifs au « modèle turc », le contexte géopolitique est difficile et très incertain. Pourtant, la redéfinition en

cours des équilibres politiques ne signifie pas que la Turquie bascule du côté d'un improbable « Orient islamique » unifié. Dans la balance des forces, la Turquie constitue bien une puissance indispensable mais sa latitude d'action est plus réduite qu'il n'y paraît ; la sécurité et la prospérité du pays reposent sur sa « relation spéciale » à l'Occident. Aussi les convergences d'intérêts entre alliés l'emportent-elles encore sur les divergences d'appréciation d'un certain nombre de questions.

Une mise en perspective historique du post-kémalisme

Le kémalisme : un « hérodianisme » sans alignement géopolitique

On sait le rôle de Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) et de son autoritarisme modernisateur dans la formation d'un Etat-nation turc alors que l'Asie mineure, au plan ethnique, est plus hétérogène que la doxa officielle ne le prétend. Si l'on recourt aux catégories forgées par l'historien Arnold Toynbee, le kémalisme est une forme d'« hérodianisme ». L'idée est de se défaire du passé islamique et ottoman, source de corruption morale et d'affaiblissement vital selon Mustafa Kemal, pour se mettre à l'école de l'Occident et s'approprier ses techniques de puissance. Au vrai, cette idée n'est pas nouvelle. C'est suite aux défaites des armées ottomanes devant les empires d'Autriche et de Russie, au XVIII^e siècle, que la Sublime Porte prend conscience du différentiel de puissance avec ses rivaux géopolitiques. Les tentatives de « réorganisation » (les «*tanzimats*») au XIX^e siècle, le coup de force des « Jeunes Turcs » en 1908, n'atteignent pas leur objectif de refondation. Mustafa Kemal comprend que les demi-mesures ne suffiront pas à la tâche ; il faudra aller plus loin.

L'erreur serait de céder à l'illusion rétrospective et de penser que le projet modernisateur kémaliste induisait un alignement géopolitique sur les puissances occidentales de l'époque. C'est contre la volonté des vainqueurs de la Grande Guerre et le traité de Sèvres (10 août 1920) que Mustafa Kemal se soulève et fonde l'Etat-nation turc. Une délégation turque participe au Congrès de Bakou (1920) organisé par les Bolcheviks qui lancent un appel à l'Orient. L'année suivante, Mustafa Kemal passe un traité avec Moscou qui lui apporte son aide pour éviter l'établissement des puissances occidentales dans la zone des détroits. En 1925, Ankara et Moscou signent un traité d'amitié et de neutralité. L'organisation politique et économique de la Turquie kémaliste n'est d'ailleurs pas sans similitudes avec celle de l'URSS. Un parti unique (le Parti Républicain du Peuple) monopolise le pouvoir politique et organise une économie de commande. Sur le plan extérieur, une politique de neutralité est mise en œuvre et la Turquie reste à l'écart de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la conférence de Yalta (février 1945).

Le phénomène islamique de l'après-guerre à l'AKP

C'est lorsque Staline dénonce le traité de 1925 et exige la révision de la Convention de Montreux, en 1945, que les dirigeants turcs se tournent vers l'Occident. Ankara bénéficie du plan Marshall et entre dans l'OTAN (1952) ; la Turquie est dès lors un pilier militaire sur le flanc sud de l'URSS, au nord de l'Orient arabe. L'alliance avec l'Occident a ses prolongements intérieurs avec l'instauration du multipartisme (1945) puis la victoire du Parti Démocrate (1950). C'est dans ce contexte que les thématiques islamiques font leur réapparition dans le champ politique et ils ont une audience bien au-delà des partis islamistes successivement fondés par Necmettin Erbakan (1926-2011), le parrain politique de Recep T. Erdogan (fondateur de l'AKP et chef de gouvernement). Les confréries islamiques font aussi leur réapparition et exercent une influence croissante sur la scène politique. Dans cette « démocratie dirigée », l'armée est la gardienne de la République et du sécularisme. Elle

est à l'origine de trois coups d'Etat (1960, 1971 et 1980) et exerce des pressions décisives sur le pouvoir civil (voir le « coup d'Etat post-moderne » de 1997) ; le Conseil de sécurité nationale (MGK) surveille l'action gouvernementale.

L'accès au pouvoir de l'AKP, ses victoires électorales successives, sa transmutation en un pouvoir hégémonique (non sans inquiétudes) marquent l'entrée dans une nouvelle époque que l'on qualifiera par défaut de « post-kémaliste ». Le long affrontement politique interne entre islamistes et militaires s'achève sur le triomphe des premiers. Les pressions de l'armée sur le gouvernement AKP en 2007 et les recours judiciaires introduits l'année suivante n'ont pas abouti. Le pouvoir civil prévaut et le MGK a perdu le contrôle des nominations au sein de l'armée sans que la démission des principaux chefs militaires, le 29 juillet 2011, ne puisse inverser la tendance. Marginalisés par les développements de l'affaire « Ergenekon » (un complot ourdi par des militaires en 2003) et la révélation des intrigues de l'« Etat profond », l'armée et ses chefs semblent désormais cantonnés dans leurs casernes. En rupture avec la période antérieure, cet état de fait est aussi l'aboutissement d'évolutions de moyenne durée.

Une nouvelle synthèse nationale-islamique

La montée en puissance des thématiques islamiques et le triomphe de l'AKP peuvent aussi être interprétés à travers les catégories de Toynbee. La stricte corrélation entre modernisation et occidentalisation ne dure qu'un temps. Le processus génère dans les populations déracinées un sentiment d'aliénation et d'anomie qui se traduit par un rejet de l'Occident et des formes de « zélotisme ». Ainsi l'exode rural des paysans anatoliens vers les grandes villes de l'ouest s'est-il traduit par l'affichage de mœurs islamiques et le vote pour l'AKP. Bien appréhendé par les sciences politiques, ce phénomène a souvent été décrit comme transitoire (un simple détour vers la modernité). Désormais, ce sont les succès de la modernisation – forte croissance économique et développement d'une classe moyenne – qui génère un mouvement de fierté et d'auto-affirmation socioculturelle et religieuse. Dans la sphère des valeurs aussi, la poursuite de la modernisation et le renforcement du pays modifient donc les équilibres de puissance.

Il serait pourtant réducteur de voir dans cette forme d'indigénisme un simple retour au passé islamique et ottoman, le dessous prenant en quelque sorte le dessus. Le kémalisme et la sécularisation coercitive alors initiée, relayés ensuite par le mouvement même de la modernisation, ont modifié en profondeur les comportements et les attitudes ; la réduction continue de la fécondité (un ISF de 6 dans les années 1960 ; 2,2 aujourd'hui) et la sortie de la transition démographique en témoignent. Selon des observateurs au fait des phénomènes religieux, l'aspect ostentatoire de certaines pratiques dans la Turquie contemporaine est fort éloigné de l'islam traditionnel de l'Anatolie profonde. Par ailleurs, les déconvenues de l'*establishment* kémaliste (les « Turcs blancs ») ne signifient pas l'effacement du nationalisme turc devant l'islamisme. Au vrai, c'est une nouvelle synthèse, nationale-islamique, qui s'élabore dans la Turquie de l'AKP, ce qui explique en partie la difficulté à qualifier cette force politique (« islamo-conservateur » ou « néo-islamiste » ?).

La Turquie dans les équilibres régionaux et transeurasien

Les limites du « zéro problème » et la question kurde

La projection extérieure du « national-islamisme » de l'AKP et la doctrine dite de « profondeur stratégique » d'Ahmet Davutoglu, actuel ministre des Affaires étrangères, ont suscité l'inquiétude

des alliés de la Turquie - celle des Etats-Unis au premier chef –, et provoqué bien des remous dans l'étroite et ambivalente relation avec le « partenaire stratégique » israélien. Au vrai, la volonté déclarée de résoudre les problèmes dans le voisinage géopolitique de la Turquie n'a pas porté ses fruits. Avec Erevan, la diplomatie du « ballon rond » a échoué et la frontière turco-arménienne demeure fermée. Au Moyen-Orient, le projet turc d'un grand marché régional organisé autour d'une relation étroite entre Ankara et Damas n'est décidément plus en phase avec les révoltes arabes et la rupture du *statu quo*. De part et d'autre de la frontière turco-syrienne, des troupes sont concentrées comme aux pires heures des années 1990. Cette hostilité réciproque retentit sur la relation entre la Turquie et l'Iran, principal allié de la Syrie.

En dépit des espoirs investis dans le renouvellement de la vie politique turque, l'AKP n'a pu apporter de vraies réponses à la question kurde, à l'intersection des géopolitiques internes et externes de la Turquie. Depuis la fin du califat, les revendications politico-identitaires kurdes ont débouché sur plusieurs épisodes armés et c'est un conflit de basse intensité qui, de 1984 à 1999, met aux prises l'armée et le PKK. Dans une large mesure, l'anticipation des effets liés à l'autonomie du Kurdistan irakien explique le refus, en 2003, d'ouvrir un front au nord de l'Irak. La mise en avant par l'AKP de la commune appartenance à l'islam sunnite et la reconnaissance de certains droits culturels aux Kurdes de Turquie n'ont pu empêcher la reprise d'un conflit qui, depuis l'été 2011, s'envenime. Par-delà les questions qui fâchent (Chypre, problématique de la candidature à l'UE, etc.), les alliés de la Turquie se doivent d'apporter leur soutien politique à la lutte contre le PKK, et de coopérer étroitement aux plans judiciaire et policier. Dans sa généalogie comme dans ses méthodes, le PKK est une organisation terroriste reconnue comme telle par la communauté internationale.

Rivalités turco-iraniennes et solidarité interalliée

Les développements régionaux de la question kurde mènent à celle des relations avec l'Iran dont les dirigeants, comme ceux de la Syrie, sont soupçonnés de soutenir le PKK. En dépit des sanctions internationales qui restreignent les relations avec Téhéran, les échanges commerciaux turco-iraniens se sont fortement accrus dans la dernière décennie avec pour moteur un important « *business* » énergétique, Ankara ayant besoin de satisfaire les besoins énergétiques croissants d'une économie émergente. Cette *realpolitik* énergétique est la toile de fond d'un discours de valorisation culturelle du monde turco-iranien et, un temps du moins, de manœuvres diplomatiques visant à afficher une nouvelle amitié régionale qui laisse alors sceptique les observateurs. Ce nouveau bilatéralisme culmine, en mai 2010, avec la tentative turco-brésilienne de jouer les intermédiaires dans la crise nucléaire qui oppose le régime iranien à l'Occident mais aussi à son voisinage géopolitique.

Pour des raisons géographiques évidentes, le programme nucléaire iranien et le développement de missiles balistiques à moyenne portée concernent au premier chef la Turquie dont l'intégralité du territoire est à portée de tir. Au-delà des menaces directes, la « sanctuarisation agressive » de l'Iran et la possibilité accrue pour Téhéran de mener une politique d'hégémonie régionale hypothéqueraient les légitimes ambitions d'Ankara au Moyen-Orient. Depuis les débuts du « Printemps arabe », ces rivalités latentes sont désormais ouvertes et la Turquie se trouve confrontée sur des frontières orientales à l'alliance irano-syrienne, avec pour relais le PKK. C'est dans ce contexte géopolitique sensible que le ralliement d'Ankara à la défense antimissile de l'OTAN et l'installation d'un radar américain en Anatolie orientale doivent être appréciés à leur juste valeur. En contrepartie et à l'encontre des menaces orientales, les garanties de sécurité apportées par l'OTAN à la Turquie devraient être soulignées et explicitées ; les relations interalliées en seraient clarifiées.

De l'Eurasie au Turkestan

Après la Guerre froide et malgré de fortes divergences dans les Balkans (Bosnie, Kosovo) et le Caucase (Tchéchénie), les relations turco-russes se sont renforcées, impulsées par d'importants

échanges énergétiques. Le gaz russe assure les trois-cinquièmes de la consommation turque et, depuis 2003, il est en grande partie acheminé par le *Blue Stream*. Ankara et Moscou ont signé un accord sur la traversée par l'hypothétique South Stream (un projet concurrent du Nabucco) des eaux territoriales turques de mer Noire, avec pour contrepartie la construction d'un nouveau gazoduc (le *Blue Stream II*), voire d'un oléoduc de Samsun à Ceyhan alimenté par le pétrole russe, et la construction de centrales nucléaires. Sur cette base énergétique, d'aucuns anticipent un partenariat stratégique global Ankara-Moscou dans une logique eurasiste, en opposition à l'axe américano-occidental. C'est accorder trop de poids à la magie des mots (« Eurasie », « multipolarité ») et aux ressentiments partagés. A contrario, ce type d'analyse minore l'importance du pilier atlantique dans la sécurité nationale et les géopolitiques de la Turquie.

Si la Turquie cherche à se situer à la croisée des flux d'hydrocarbures Est-Ouest et Nord-Sud, pour se muer en un carrefour énergétique (un « *hub* »), l'ouverture d'un corridor méridional reliant les marchés occidentaux au Bassin de la Caspienne – oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, projet de gazoduc *Nabucco*, etc. –, sont autrement plus porteurs en termes de sécurité énergétique et de dynamiques transeurasienne. A l'instar des puissances occidentales et en liaison étroite avec elles, la Turquie vise à diversifier ses approvisionnements, à désenclaver l'Asie centrale et contribuer au pluralisme géopolitique de l'aire post-soviétique. Le retour en force de la Russie dans le Sud-Caucase, suite à la guerre russo-géorgienne d'août 2008, a suscité le mécontentement d'Ankara et la volonté affichée par Vladimir Poutine de constituer une « union eurasiennne » donnant forme à la doctrine de l'« étranger proche » s'oppose à la promotion des intérêts turcs en Haute-Asie et dans l'ancien Turkestan.

L'art de la prudence

L'ambivalence des relations historico-culturelles avec la Sublime Porte, la complexité des situations régionales et l'incertitude propre à l'*interregnum* dans lequel nous nous hasardons ne permettent pas d'élaborer dans le domaine des relations entre l'Occident et la Turquie une « géopolitique de la ligne claire ». A l'évidence, l'époque requiert des grilles de lecture évolutives et l'importance des enjeux appelle une politique turque plus élaborée, avec des objectifs bien circonscrits.

Quelques éléments de certitude mettent en évidence le nécessaire renouvellement des liens tissés entre les puissances occidentales et l'Etat turc, sur un mode bilatéral et multilatéral. D'une part, la Turquie constitue un pivot géopolitique de première importance dans le Grand Moyen-Orient et le Sud eurasiennne; d'autre part, Ankara ne saurait s'aventurer dans ce « Très Grand Jeu » sans solides réassurances à l'Ouest. Tels sont les fondamentaux de l'alliance entre l'Occident et la Turquie. L'art de la prudence, au sens de prévoyance avisée, nous invite à les préserver.

Programme de recherche



Avec le soutien de



Contact

info@institut-thomas-more.org

Tel +33 (0)1 49 49 03 30 – Fax +33 (0)1 49 49 03 33

Institut Thomas More ASBL © novembre 2011